

de la convention du 14 septembre 1948, modifiée par les conventions des 15 avril 1952, 1er février 1963, 1er décembre 1964 et 30 mars 1968, ne se justifie plus;

Après avis conforme du Conseil de Régence;

Entre

l'Etat belge, représenté par son Ministre des Finances, le baron Snoy et d'Oppuers, d'une part,

et

la Banque Nationale de Belgique, représentée par son gouverneur, M. Hubert Anslaux, d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

**Article unique.** Le second alinéa de l'article 1er de la convention du 14 septembre 1948, alinéa introduit par l'article 1er de la convention du 1er février 1963, est abrogé.

Fait en double à Bruxelles, le 7 novembre 1969.

Pour l'Etat belge :  
Le Ministre des Finances,

Baron SNOY et d'OPPUERS

Pour la Banque Nationale de Belgique :  
Le gouverneur,

H. ANSLAUX

het tweede lid van artikel 1 van de overeenkomst van 14 september 1948, die werd gewijzigd bij de overeenkomsten van 15 april 1952, van 1 februari 1963, van 1 december 1964 en van 30 maart 1968, niet meer gerechtvaardigd is;

Na eensluitend advies van de Regentenraad;

Werd overeengekomen wat volgt tussen

de Belgische Staat, vertegenwoordigd door zijn Minister van Financiën, baron Snoy et d'Oppuers, enerzijds,

en

de Nationale Bank van België, vertegenwoordigd door haar gouverneur, de heer Hubert Anslaux, anderzijds ;

**Enig artikel.** Het tweede lid van artikel 1 van de overeenkomst van 14 september 1948, lid dat werd ingelast bij artikel 1 van de overeenkomst van 1 februari 1963, wordt herroepen.

Opgemaakt in dubbel te Brussel, op 7 november 1969.

Voor de Belgische Staat :  
De Minister van Financiën,

Voor de Nationale Bank van België :  
De gouverneur,

#### 7 NOVEMBRE 1969

#### Arrêté royal n° 2 relatif à l'établissement de bases forfaitaires de taxation à la taxe sur la valeur ajoutée

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, notamment les articles 50, 52, 56, § 1er, 77 et 80;

Vu l'article 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** § 1er. Lorsqu'il est possible d'en établir, des bases forfaitaires de taxation sont déterminées par l'administration, par secteur d'activité, après consultation des groupements professionnels intéressés, pour les assujettis qui satisfont aux conditions suivantes :

1° être une personne physique ou une société en nom collectif, une société en commandite simple ou une société de personnes à responsabilité limitée;

2° exercer des activités professionnelles comportant pour au moins 75 p.c. du chiffre d'affaires, des opérations pour lesquelles il n'y a pas obligation de délivrer des factures pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée;

3° avoir un chiffre d'affaires annuel qui n'excède pas cinq millions de francs, non compris la taxe sur la valeur ajoutée.

§ 2. Les bases forfaitaires de taxation peuvent être appliquées par l'administration aux assujettis qui ne remplissent pas la condition prévue au § 1er, 2°, lorsque les opérations pour lesquelles la délivrance d'une facture est obligatoire sont conclues avec un petit nombre de personnes ou portent sur des quantités de biens qui ne sont pas sensiblement supérieures à celles qui sont habituellement livrées à des particuliers.

En aucun cas, les opérations pour lesquelles la délivrance d'une facture est obligatoire ne peuvent dépasser 40 p.c. du chiffre d'affaires.

**Art. 2.** Pour l'application de l'article précédent, il doit être tenu compte :

a) du chiffre d'affaires total des différentes activités professionnelles exercées par un même assujetti;

b) du chiffre d'affaires total des activités professionnelles qui sont exercées par plusieurs assujettis, en indivision ou en association.

#### 7 NOVEMBER 1969. — Koninklijk besluit nr. 2 met betrekking tot de vaststelling van forfaitaire grondslagen van aanslag voor de belasting over de toegevoegde waarde

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, inzonderheid op de artikelen 50, 52, 56, § 1, 77 en 80;

Gelet op artikel 2, tweede lid, van de wet van 23 december 1946, houdende instelling van een Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Forfaitaire grondslagen van aanslag worden, wanneer zulks mogelijk is, door de administratie per bedrijfssector vastgesteld, na overleg met de betrokken bedrijfsgroeperingen, voor de belastingplichtigen die voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° een fysieke persoon zijn of een vennootschap onder gemeenschappelijke naam, een vennootschap bij wijze van eenvoudige geldschieting of een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid;

2° beroepswerkzaamheden uitoefenen die voor ten minste 75 pct. van de omzet bestaan uit handelingen waarvoor geen verplichting bestaat tot uitreiking van een factuur voor de heffing van de belasting over de toegevoegde waarde;

3° een jaaromzet hebben die niet meer bedraagt dan vijf miljoen frank, exclusief belasting over de toegevoegde waarde.

§ 2. De forfaitaire grondslagen van aanslag kunnen door de administratie worden toegepast op de belastingplichtigen die niet voldoen aan de in § 1, 2°, gestelde voorwaarde, wanneer de handelingen waarvoor de uitreiking van een factuur verplicht is, geschieden ten bate van een gering aantal personen of betrekking hebben op hoeveelheden van goederen die niet merkkelijk hoger zijn dan deze welke gewoonlijk aan particulieren worden geleverd.

In geen geval mogen de handelingen waarvoor de uitreiking van een factuur verplicht is 40 pct. van de omzet overtreffen.

**Art. 2.** Voor de toepassing van het vorige artikel moet rekening worden gehouden :

a) met de totale omzet van de verschillende beroepswerkzaamheden die door dezelfde belastingplichtige worden uitgeoefend;

b) met de totale omzet van de beroepswerkzaamheden die, in onverdeeldheid of in vereniging, door verschillende belastingplichtigen worden uitgeoefend.

Lorsque des époux exercent séparément une activité professionnelle, il y a lieu de considérer distinctement le chiffre d'affaires réalisé par chacun d'eux, quel que soit leur régime matrimonial.

**Art. 3.** L'administration peut établir, après consultation des groupements professionnels intéressés et par secteur d'activité, des bases forfaitaires de taxation spéciales pour les assujettis qui exercent leur activité dans des conditions particulières similaires, notamment en raison de la nature ou de la qualité des biens qu'ils vendent ou de la nature des services qu'ils fournissent, ou en raison de leur mode d'approvisionnement ou de leurs marges bénéficiaires.

**Art. 4.** A l'égard des assujettis qui exercent leur activité dans des conditions ne permettant pas d'appliquer les bases forfaitaires de taxation, même spéciales, qui ont été établies, l'administration peut, à la demande des intéressés, adapter ces bases forfaitaires de taxation à leur activité.

La décision prise en vertu de l'alinéa précédent est notifiée à assujetti sous pli recommandé à la poste, par le chef de l'office de contrôle dont il relève.

Si dans le mois de cette notification, l'assujetti n'a pas fait connaître au fonctionnaire précité son intention de s'en tenir au régime normal de la taxe, la décision lui est applicable et il est considéré comme étant soumis au régime particulier établi par l'article 56, § 1er, du Code.

**Art. 5. § 1er.** L'assujetti qui est soumis au régime du forfait par application des articles 1, 3 et 4 du présent arrêté, peut opter pour le régime normal de la taxe. En ce cas, il peut bénéficier de la dispense de tenir une comptabilité détaillée, conformément à l'article 12 de l'arrêté royal n° 1, du 23 juillet 1969.

L'option doit être faite par lettre recommandée adressée, avant le 15 décembre, au chef de l'office de contrôle dont l'assujetti relève. Elle a effet à compter du 1er janvier de l'année suivante.

L'intéressé ne peut revenir au régime du forfait qu'après avoir été soumis au régime normal de la taxe pendant deux années complètes.

§ 2. L'assujetti qui est imposé selon le régime normal de la taxe peut opter pour le régime du forfait lorsqu'il remplit les conditions prévues par le présent arrêté.

L'option doit être faite par lettre recommandée adressée, avant le 15 décembre, au chef de l'office de contrôle dont l'intéressé relève. Elle a effet à compter du 1er janvier de l'année suivante.

**Art. 6.** L'assujetti qui ne satisfait plus aux conditions imposées pour l'application du régime du forfait est soumis au régime normal de la taxe à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle sa situation a été modifiée.

**Art. 7.** Dans le courant de chaque année, l'administration établit les bases forfaitaires pour le calcul de la taxe à payer par les assujettis au cours de l'année suivante.

Ces bases peuvent être modifiées dans le courant de cette dernière année, pour tenir compte des changements sensibles qui seraient intervenus entre-temps dans les éléments constitutifs du forfait.

Les bases forfaitaires établies conformément aux alinéas 1er et 2 du présent article, sont définitives, pour autant que les modifications qui seraient intervenues, après leur établissement, dans les éléments constitutifs du forfait ne fassent pas varier d'au moins 2 p.c. le chiffre d'affaires calculé forfaitairement.

Les bases forfaitaires de taxation et les modifications éventuelles sont établies par l'administration, après consultation des groupements professionnels intéressés.

Le texte des décisions relatives aux forfaits est mis à la disposition des intéressés dans les offices de contrôle de la taxe sur la valeur ajoutée.

**Art. 8.** Les groupements professionnels qui désirent être consultés pour l'établissement des bases forfaitaires de taxation doivent, chaque année, avant le 1er février, fournir à l'administration les éléments détaillés et chiffrés nécessaires pour l'établissement de ces bases forfaitaires.

Wanneer echtgenoten een onderscheiden beroepswerkzaamheid uitoefenen wordt afzonderlijk rekening gehouden met de omzet van ieder van de echtgenoten, ongeacht hun huwelijksvoorwaarden.

**Art. 3.** De administratie kan, na overleg met de betrokken bedrijfsgroeperingen, per bedrijfssector bijzondere forfaitaire grondslagen van aanslag vaststellen ten aanzien van belastingplichtigen die hun werkzaamheid uitoefenen in gelijkaardige bijzondere omstandigheden, onder meer wegens de aard of de hoedanigheid van de door hen geleverde goederen of de aard van de door hen verrichte diensten, of wegens hun wijze van bevoorrading of de door hen toegepaste winstmarges.

**Art. 4.** Ten aanzien van belastingplichtigen die hun werkzaamheid uitoefenen in omstandigheden die het onmogelijk maken de vastgestelde forfaitaire grondslagen van aanslag, zelfs de bijzondere, toe te passen, kunnen deze grondslagen, op verzoek van de belanghebbenden, door de administratie worden aangepast aan de werkzaamheid van die belastingplichtigen.

Van de krachtens het vorige lid genomen beslissing wordt aan de belastingplichtige kennis gegeven bij aangetekende brief, door het hoofd van het controlekantoor waaronder hij ressorteert.

Heeft de belastingplichtige binnen een maand van die betekening, aan de genoemde ambtenaar niet te kennen gegeven dat hij zich wil houden aan de normale regeling van de belasting, dan is de beslissing op hem van toepassing en wordt hij geacht onderworpen te zijn aan de bijzondere regeling van artikel 56, § 1, van het Wetboek.

**Art. 5. § 1.** De belastingplichtige die aan de forfaitaire regeling is onderworpen bij toepassing van de artikelen 1, 3 en 4, van dit besluit, kan opteren voor de normale regeling van de belasting. In dat geval kan hij, overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit nr. 1, van 23 juli 1969, ontheffing genieten van de verplichting tot het voeren van een gedetailleerde boekhouding.

De optie moet worden gedaan vóór 15 december bij aangetekende brief gericht tot het hoofd van het controlekantoor waaronder de belastingplichtige ressorteert. Ze heeft uitwerking te rekenen van 1 januari van het volgende jaar.

De belastingplichtige kan slechts opnieuw overgaan naar het forfait na gedurende twee volle jaren aan de normale regeling van de belasting onderworpen te zijn geweest.

§ 2. De belastingplichtige, die volgens de normale regeling van de belasting wordt belast, kan opteren voor de forfaitaire regeling wanneer hij de bij dit besluit gesteld voorwaarden vervult.

De optie moet worden gedaan vóór 15 december bij aangetekende brief gericht tot het hoofd van het controlekantoor waaronder hij ressorteert. Ze heeft uitwerking te rekenen van 1 januari van het volgende jaar.

**Art. 6.** De belastingplichtige die de voorwaarden niet meer vervult om te worden belast volgens de forfaitaire regeling wordt onderworpen aan de normale regeling van de belasting te rekenen van 1 januari van het jaar na dat waarin zijn toestand werd gewijzigd.

**Art. 7.** In de loop van ieder jaar stelt de administratie forfaitaire grondslagen vast voor het berekenen van de belasting die de belastingplichtigen in de loop van het volgende jaar zullen moeten betalen.

Die grondslagen kunnen in de loop van dit laatste jaar worden gewijzigd, om rekening te houden met de gevoelige wijzigingen die ondertussen zouden zijn ingetreden in de samenstellende elementen van het forfait.

De grondslagen die werden vastgesteld overeenkomstig het eerste en het tweede lid van dit artikel zijn definitief voor zover de wijzigingen, die na het vaststellen van de grondslagen in de samenstellende elementen van het forfait zouden zijn ingetreden, de forfaitair berekende omzet niet met ten minste 2 pct. hebben gewijzigd.

De forfaitaire grondslagen van aanslag en de eventuele wijzigingen worden door de administratie vastgesteld na overleg met de betrokken bedrijfsgroeperingen.

De tekst van de beslissingen betreffende de forfaits wordt ter beschikking van de belanghebbenden gesteld in de controlekantoren van de belasting over de toegevoegde waarde.

**Art. 8.** De bedrijfsgroeperingen die geraadpleegd wensen te worden voor het vaststellen van de forfaitaire grondslagen van aanslag dienen ieder jaar vóór 1 februari, aan de administratie de gedetailleerde en becijferde elementen te verschaffen die nodig zijn voor het vaststellen van die forfaitaire grondslagen.

**Art. 9.** L'assujetti soumis au régime du forfait est censé, jusqu'à preuve du contraire, avoir livré, tels quels ou après transformation, ou avoir utilisé dans l'exécution de services, dans des conditions qui rendent la taxe exigible, tous les biens qu'il a acquis ou importés. Cette présomption s'applique à chaque période de déclaration à moins qu'il n'en soit décidé autrement par le Ministre des Finances ou son délégué ou lors de l'établissement des bases forfaitaires de taxation.

Lorsque l'assujetti ne dresse pas chaque année un inventaire de son stock, ce stock est présumé être resté constant.

Lorsque l'assujetti dresse chaque année un inventaire de son stock, le montant des achats et des importations est, pour la détermination du chiffre d'affaires de la période au cours de laquelle l'inventaire est dressé, augmenté ou diminué, selon le cas, de la différence de valeur, exprimée en prix d'achat, des biens repris dans les inventaires annuels successifs de son stock.

**Art. 10. § 1er.** L'assujetti qui est soumis au régime du forfait peut, lors du passage au régime normal de la taxe, obtenir la restitution de la taxe qu'il a acquittée en raison des biens qui, pour l'application du régime du forfait sont censés avoir été livrés, mais qu'il a encore en stock.

La taxe à restituer est calculée sur la valeur pour laquelle l'assujetti a été imposé par application du régime du forfait.

La restitution est subordonnée à la remise à l'office de contrôle dont l'assujetti relève, d'un inventaire du stock, en double exemplaire, dans le mois de la date à laquelle il a été arrêté. L'inventaire doit indiquer de façon détaillée les quantités de marchandises en stock et la base sur laquelle la taxe sur la valeur ajoutée a été calculée lors de l'acquisition de celles-ci.

La restitution a lieu conformément aux règles fixées par ou en exécution des articles 78 et 80 du Code.

§ 2. La restitution prévue au § 1er est limitée à la taxe qui se rapporte à l'augmentation du stock par rapport :

1° au stock existant au moment de l'entrée en vigueur du Code, pour l'assujetti qui a commencé son activité avant ce moment et n'a pas dressé, depuis lors, un inventaire de son stock; pour l'application de la présente disposition, le stock existant au moment de l'entrée en vigueur du Code doit être établi au moyen de l'inventaire qui a été dressé en exécution de l'article 99 du Code, à défaut de quoi, le stock est censé ne pas s'être accru par rapport à celui existant à ce moment;

2° au dernier inventaire qui a été dressé depuis l'entrée en vigueur du Code et dont il a été tenu compte pour le calcul de la taxe sur la valeur ajoutée.

**Art. 11.** Lorsque l'assujetti soumis au régime du forfait effectue des opérations qui sont exemptées de la taxe ou pour lesquelles des bases forfaitaires de taxation n'ont pas été établies, il n'est pas tenu compte pour la détermination forfaitaire du chiffre des affaires, des biens acquis ou importés qui ont été affectés à l'exécution des opérations susvisées. Il appartient à l'assujetti de faire la preuve de cette affectation.

Le Ministre des Finances ou son délégué peuvent déroger, dans les cas qu'ils déterminent et aux conditions qu'ils fixent, aux dispositions du présent article.

**Art. 12.** En ce qui concerne les assujettis soumis au régime du forfait, l'administration peut, après consultation des groupements professionnels intéressés, prescrire la tenue des documents nécessaires pour l'exacte application du forfait.

Par dérogation à l'article 6 de l'arrêté royal n° 1, du 23 juillet 1968, ces assujettis sont dispensés de dresser des documents pour constater les opérations visées par l'article 12, § 1er, 3°, du Code portant sur des biens qui sont pris en considération pour l'application du régime du forfait.

**Art. 9.** De belastingplichtige die onderworpen is aan de forfaitaire regeling wordt, behoudens tegenbewijs, geacht al de ingekochte en ingevoerde goederen te hebben geleverd, al of niet na be- of verwerking, of ze te hebben gebruikt bij de uitvoering van diensten, onder voorwaarden waaronder de belasting opeisbaar wordt. Dit vermoeden vindt toepassing op ieder aangiftetijdvak, tenzij zulks anders zou worden beslist door of vanwege de Minister van Financiën of bij het vaststellen van de forfaitaire grondslagen van aanslag.

Wanneer de belastingplichtige niet jaarlijks een inventaris van zijn voorraad opmaakt, wordt die voorraad geacht constant te zijn gebleven.

Wanneer de belastingplichtige jaarlijks een inventaris van zijn voorraad opmaakt, wordt voor het vaststellen van de omzet van het tijdvak waarin de inventaris wordt opgemaakt het bedrag van de inkopen en de invoeren, naargelang van het geval, vermeerderd of verminderd met het verschil in waarde, uitgedrukt in inkooprijzen, van de goederen die in de opeenvolgende inventarissen van zijn voorraad werden opgenomen.

**Art. 10. § 1.** De belastingplichtige die onderworpen is aan de forfaitaire regeling kan bij overgang naar de normale regeling van de belasting teruggaaf verkrijgen van de belasting die hij voldaan heeft voor de goederen die voor de toepassing van de forfaitaire regeling als geleverd worden beschouwd doch die hij nog in voorraad heeft.

De terug te geven belasting wordt berekend over de waarde waarop de belastingplichtige bij toepassing van de forfaitaire regeling werd belast.

De teruggaaf is ondergeschikt aan de indiening bij het controlekantoor waaronder de belastingplichtige ressorteert, van een inventaris van de voorraad, in twee exemplaren, binnen een maand na de datum waarop de inventaris werd afgesloten. De inventaris moet de gedetailleerde aanduiding bevatten van de hoeveelheden goederen in voorraad en de maatstaf aanduiden waarover de belasting over de toegevoegde waarde werd berekend bij de verkrijging van deze goederen.

De teruggaaf heeft plaats overeenkomstig de regelen bepaald door of ter uitvoering van de artikelen 78 en 80 van het Wetboek.

§ 2. De teruggaaf bedoeld in § 1 wordt beperkt tot de belasting die betrekking heeft op de vermeerdering van de voorraad ten opzichte van :

1° de voorraad op het tijdstip van inwerkingtreding van het Wetboek, wat de belastingplichtige betreft die zijn werkzaamheden vóór dat tijdstip heeft aangevangen en sedertdien geen inventaris van zijn voorraad heeft opgemaakt; voor de toepassing van deze bepaling moet de voorraad op het tijdstip van inwerkingtreding van het Wetboek worden bewezen door de inventaris die werd opgemaakt ter uitvoering van artikel 99 van het Wetboek. Bij ontstentenis van die inventaris wordt de voorraad geacht niet te zijn vermeerderd ten opzichte van de voorraad op het bedoelde tijdstip;

2° de laatste inventaris die sedert de inwerkingtreding van het Wetboek werd opgemaakt en waarmede rekening werd gehouden voor de berekening van de belasting over de toegevoegde waarde.

**Art. 11.** Wanneer de belastingplichtige die onderworpen is aan de forfaitaire regeling handelingen verricht die van de belasting zijn vrijgesteld of waarvoor geen forfaitaire grondslagen van aanslag werden vastgesteld, wordt bij de forfaitaire vaststelling van de omzet geen rekening gehouden met de ingekochte en ingevoerde goederen die voor de bedoelde handelingen werden gebruikt. De belastingplichtige dient het bewijs te leveren van dat gebruik.

In de gevallen en onder de voorwaarden te bepalen door of vanwege de Minister van Financiën kunnen afwijkingen worden toegestaan van het bepaalde in dit artikel.

**Art. 12.** Ten aanzien van de belastingplichtigen die onderworpen zijn aan de forfaitaire regeling kan de administratie, na overleg met de betrokken bedrijfsgroeperingen, het houden voorschrijven van de geschriften die nodig zijn voor de juiste toepassing van de forfaitaire regeling.

In afwijking van artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 1 van 23 juli 1968, zijn die belastingplichtigen ervan ontheven een stuk op te maken voor de vaststelling van in artikel 12, § 1, 3°, van het Wetboek bedoelde handelingen die betrekking hebben op goederen die in aanmerking worden genomen voor de toepassing van de forfaitaire regeling.

**Art. 13.** Les assujettis qui sont imposés selon le régime du forfait sont tenus :

1° de joindre à leurs déclarations périodiques un document contenant le calcul de leur chiffre d'affaires, établi selon les bases forfaitaires de taxation;

2° de comprendre, s'il y a lieu, dans la déclaration à introduire au plus tard le 20 octobre de chaque année, la régularisation résultant des modifications apportées, en vertu de l'article 7, alinéa 3, du présent arrêté, aux bases forfaitaires de taxation de l'année précédente, et de justifier du montant de la régularisation par un document joint à cette déclaration.

**Art. 14.** L'assujetti qui commence son activité après l'entrée en vigueur du Code est imposé selon le régime du forfait instauré pour son secteur lorsque, dans la déclaration prévue par l'article 50, § 1er, 1°, du Code, il déclare que, selon toute probabilité, son activité répondra aux conditions fixées pour l'application du régime du forfait.

Nonobstant la déclaration visée à l'alinéa précédent, l'administration peut décider que l'assujetti doit se soumettre au régime normal de la taxe s'il résulte clairement des circonstances que les conditions imposées pour l'application du régime du forfait ne seront pas remplies. Cette décision est notifiée à l'assujetti sous pli recommandé à la poste.

#### Disposition transitoire

**Art. 15.** § 1er. L'assujetti qui a commencé son activité avant la date d'entrée en vigueur du Code est soumis au régime du forfait établi pour son secteur s'il satisfait, à cette date, aux conditions prévues pour l'application de ce régime. Pour déterminer la nature et l'importance de ses opérations, il est tenu compte des affaires qu'il a réalisées pendant l'année 1969; s'il a commencé son activité après le 1er janvier 1969, son chiffre d'affaires annuel est calculé sur la base du chiffre d'affaires réalisé avant la date d'entrée en vigueur du Code.

§ 2. L'assujetti visé au § 1er peut opter pour le régime normal de la taxe avant le 15 décembre de l'année qui précède l'entrée en vigueur du Code, dans les conditions prévues par l'article 5, § 1er, du présent arrêté.

§ 3. Si, dans les trois ans à compter de l'entrée en vigueur du Code, l'administration établit que, par comparaison avec l'inventaire dont il a été tenu compte pour le calcul de la restitution de taxes prévue par l'article 99 du Code, le stock a diminué, la différence est, jusqu'à preuve du contraire, censée avoir été, à la date où elle est constatée, livrée ou utilisée dans l'exécution de services, dans des conditions qui rendent la taxe exigible. La diminution du stock est établie par la comparaison des valeurs des biens, exprimées en prix d'achat.

**Art. 16.** Le présent arrêté entre en vigueur à la même date que la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

**Art. 17.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 novembre 1969.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

**Art. 13.** Belastingplichtigen die worden belast volgens de forfaitaire regeling, zijn gehouden :

1° bij hun periodieke aangiften een stuk te voegen met de berekening van hun omzet volgens de forfaitaire grondslagen van aanslag;

2° de herziening van belasting die voortvloeit uit de wijzigingen die aan de forfaitaire grondslagen van aanslag van het vorige jaar werden aangebracht in uitvoering van artikel 7, derde lid, van dit besluit, eventueel te begrijpen in de uiterlijk op 20 oktober van ieder jaar in te dienen aangifte en het bedrag van die herziening te verantwoorden in een bij die aangifte gevoegd stuk.

**Art. 14.** De belastingplichtige die zijn werkzaamheid aanvangt na de inwerkingtreding van het Wetboek wordt onderworpen aan de voor zijn sector ingestelde forfaitaire regeling wanneer hij in de bij artikel 50, § 1, 1°, van het Wetboek, bedoelde aangifte verklaart dat naar alle waarschijnlijkheid zijn beroepswerkzaamheid zal voldoen aan de voorwaarden die voor de toepassing van de forfaitaire regeling zijn bepaald.

Ondanks de in het vorige lid bedoelde aangifte, kan de administratie beslissen dat de belastingplichtige zich aan de normale regeling van de belasting moet onderwerpen wanneer duidelijk uit de omstandigheden blijkt dat de voor de toepassing van de forfaitaire regeling gestelde voorwaarden niet vervuld zullen zijn. Van deze beslissing wordt aan de belastingplichtige kennis gegeven bij aangetekende brief.

#### Tijdelijke bepaling

**Art. 15.** § 1. De belastingplichtige die zijn werkzaamheid heeft aangevangen vóór het tijdstip van inwerkingtreding van het Wetboek wordt onderworpen aan de voor zijn sector ingestelde forfaitaire regeling wanneer hij op dat tijdstip voldoet aan de voorwaarden die voor de toepassing van die regeling zijn bepaald. Om de aard en de omvang van zijn handelingen te bepalen wordt rekening gehouden met de omzet van het jaar 1969; indien hij zijn werkzaamheid heeft aangevangen na 1 januari 1969 wordt zijn jaaronzet berekend op grond van de omzet die werd verwezenlijkt vóór het tijdstip van inwerkingtreding van het Wetboek.

§ 2. De in § 1 bedoelde belastingplichtige kan vóór 15 december van het jaar dat de inwerkingtreding van het Wetboek voorafgaat, opteren voor de normale regeling van de belasting, onder de voorwaarden bedoeld in artikel 5, § 1, van dit besluit.

§ 3. Wanneer binnen drie jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het Wetboek, de administratie aantoonde dat, bij vergelijking met de inventaris waarmee rekening werd gehouden voor de berekening van de in artikel 99 van het Wetboek bedoelde teruggaaf van taksen, de voorraad is verminderd, wordt het verschil, behoudens tegenbewijs, geacht te zijn geleverd of te zijn aangewend bij de uitvoering van een dienst in omstandigheden waaronder de belasting opelsbaar wordt, op het tijdstip waarop dat verschil wordt vastgesteld. De vermindering van de voorraad wordt vastgesteld door vergelijking van de in inkooprijzen uitgedrukte waarden van de goederen.

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde datum als de wet van 3 juli 1969 houdende het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

**Art. 17.** Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 november 1969.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,